

Théorie du vote majoritaire répété avec électeur médian avisé

Majority Voting Theory with Wise Median Voter

Adjégny Paulin TANO,
Université Félix Houphouët Boigny de Cocody,
UFR des Sciences Economiques et de Gestion
adjegny.tano72@ufhb.edu.ci

RÉSUMÉ

Cet article est basé sur une proposition relevant des choix individuels par vote et le type de gouvernance capable de conduire à une allocation optimale des ressources au bénéfice de la communauté. Il vise l'accomplissement de la démocratie comme mode de gouvernance, en dépassant ses limites qui empêchent l'atteinte de ce qui pourrait constituer son essence, à savoir le bien-être des individus par leur libre choix.

L'approche consiste à énoncer et à démontrer la proposition sur l'unité, en montrant que la meilleure option de gouvernance, à même de conduire à l'optimum social, est l'unité des parties plutôt que la division et la gouvernance partisane ; l'acteur clé étant *l'électeur médian avisé*.

Un modèle de gouvernance basé sur la conciliation d'un monde bipartisan est proposé afin de fédérer toutes les énergies et les intelligences dans la quête du bien-être social le plus élevé.

Des possibilités de recherches en vue d'une formalisation approfondie de ce travail dans les domaines de l'économie du bien-être et de la théorie des jeux sont évoquées.

Mots-clés : Coalition majoritaire, Électeur médian avisé, Gouvernance, Majorité absolue, Partie minoritaire, optimum social, unité des parties.

JEL Codes : C62, C65, D63, D71, D72.



ABSTRACT

This paper is a proposal on individual choices by vote and the type of governance that can lead to the best possible allocation of resources for the benefit of the community. It aims at the achievement of democracy by exceeding its limits which hinder what could constitute its essence, namely, the well-being of individuals by their free choice.

The approach consists, from the proposal of unity that is enunciated and demonstrated, to show that the best way to govern, which can lead to the social optimum, of which the key actor is a wise median voter, is unity of the parties rather than division and partisan governance.

A model of governance, based on the conciliation of a bipartisan world, is proposed to federate all energies and intelligences, in order to reach the most social well-being. At the end, research possibilities for deep formalization in welfare economy and game theory fields are evoked.

Keywords: Majority coalition, Wise median voter, Governance, Absolute majority, Minority

INTRODUCTION

La pratique de la démocratie occidentale induit l'organisation d'élections et la mise en place de gouvernements. Cependant, ces gouvernements demeurent précaires, instables et changeants, avec des résultats de politiques économiques insatisfaisants. Or, la stabilité sur le long terme et la continuité dans l'action de construction d'une nation semblent être des facteurs essentiels d'une gouvernance efficace et à même d'assurer le bien-être social maximum. Les promesses de campagne non tenues et le renouvellement incessant des gouvernements, sans changements significatifs des conditions de vie des citoyens semblent les avoir conduits à rejeter le système de démocratie occidentale tel qu'il opère.

Ainsi, les résultats d'une étude publiée par Foa et Mounk (2016) dans *Journal of Democracy*, montrent que seulement 43% et 30% des individus nés entre 1980 et 1990, respectivement en Europe et aux Etats-Unis, jugent essentiel de vivre dans une démocratie, et 25% d'américains dont l'âge est compris entre 16 et 24 ans qualifient la démocratie de mauvaise ou très mauvaise.

En Afrique, Azam et al (1996) montrent que le risque politique, entendu comme la probabilité de violence politique, a un effet négatif sur la croissance économique. Ils se basent sur un modèle théorique simple, de type *probit*, qui établit que la propension à une rébellion de l'opposition augmente avec la prédation et la répression du Gouvernement et décroît avec la redistribution. Ces rivalités interviennent dans le cadre du jeu démocratique multi-partisan.

Face à ce constat d'échec relatif, il s'agit de définir un processus de choix individuels qui aboutit à une gouvernance inclusive et stable en vue de l'optimum social. La proposition que nous faisons théorise et conceptualise le choix des individus à partir d'une vision globalement bipartisane du monde, avec au centre, un individu ou un groupe d'individus, indifférents ou non prédéterminés, dont le choix confère la majorité absolue, dans le cadre d'un vote. Plutôt que la division, l'hostilité et la confrontation destructrices qui peuvent perturber la trajectoire de croissance-développement, l'option que nous proposons est l'unité synergique à laquelle l'électeur médian avisé amène les parties, en vue de l'optimum social. Il ne s'agit donc pas de rompre la bipolarité qui semble gouverner le monde, pour le rendre unipolaire. Mais, souvent, les individus ont besoin de *ni trop chaud, ni trop froid* ; du milieu, plutôt que du haut ou du bas.

Notre approche est expliquée en trois étapes qui en constituent les parties. La première partie porte sur les fondements et la méthodologie. La deuxième partie concerne l'énoncée et la démonstration de la proposition sur l'unité. La troisième partie évoque les implications et les développements possibles pour l'amélioration de la gouvernance publique.

1- FONDEMENTS ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans les théories sur les choix des individus par le vote, l'analyse se base sur des problèmes d'incohérence et sur la détermination de la majorité par l'électeur médian, qui s'allie de façon systématique à l'une des parties pour former la coalition décisive.

Kenneth Arrow a démontré l'inefficacité du vote démocratique, notamment par le biais du *théorème de possibilité générale* (1951). Il ressort des deux théorèmes qui le composent qu'il n'est possible d'agrèger les goûts individuels en des préférences sociales en étant cohérent ; en d'autres termes, en respectant cinq conditions raisonnables. Cette situation relève du caractère non mesurable et ordonnable des relations de préférence. Kenneth J. Arrow déduit qu'en excluant la possibilité de comparaison interindividuelle des utilités, le passage des goûts individuels aux préférences sociales est soit imposé ou dictatorial.

Notre approche consiste à démontrer qu'il existe un système de gouvernance unique à même de conduire à l'optimum social, dans un processus de choix par le vote. Nous dépassons cette analyse de choix intransitif ou circulaire et binaire - gauche-droite - pour nous intéresser à un mode de

gouvernance fédérateur, celui porté sur l'unité des parties. Elle s'inscrit dans une dynamique de choix avec effet de mémoire.

En effet, le constat d'échecs dans le passé par l'électeur médian, peut l'amener à se raviser, suite à des coalitions antérieures qui ont été entravées ou inefficaces. L'instabilité politique liée à une fragmentation de visions chez les élites montre l'inefficacité de la gouvernance basée sur la pluralité externe des parties, en matière d'exercice partisan du pouvoir d'Etat.

Dans le processus du choix par vote avec deux ou plusieurs parties en présence, chacune d'entre elles recherche la majorité absolue des voix, en vue de décider légitimement au nom de la communauté et pour la communauté. Leur patrimoine commun est la nation.

Il est donné d'observer actuellement, le passage d'une vision du monde en termes de gauche *versus* droite, c'est-à-dire liberté absolue, égalité et contrôle par l'Etat *versus* liberté contrôlée, autorité et capital privé ; à une vision de type nationaliste *versus* mondialiste, c'est-à-dire souveraineté des Etats et initiative privée locale *versus* gouvernance globale ou mondiale et mobilité transfrontalière totale.

Si l'on laisse courir librement les ambitions, avec des leaders portant ces deux visions du monde, un petit groupe d'individus indifférents ou à cheval sur les deux, avec ou sans un leader à leur tête, pourrait alors constituer l'électeur médian.

Dans une communauté où il n'y a pas de leader naturel, *d'homme providentiel*, fédérant la grande majorité des attentes ; l'expression des ambitions d'exercer le pouvoir peut conduire à une fragmentation sociale. Les choix des individus ne peuvent alors, a priori, se traduire en une politique cohérente correspondant à leurs aspirations et leur bien-être, si les leaders en qui ils se reconnaissent ont des visions différentes. Dans une telle situation, une gouvernance inclusive et participative, où l'électeur médian avisé joue un rôle crucial dans la recherche de l'intérêt général et la satisfaction des aspirations individuelles bien aiguillonnées, est nécessaire.

Dans le cadre de cette proposition, nous considérons une configuration globalement bipartisane, avec au milieu, l'électeur médian, c'est-à-dire, celui qui laisse de part en part la moitié des votants. Il détermine ainsi, de par son choix, la majorité absolue. Nous faisons l'hypothèse selon laquelle les électeurs savent exprimer clairement et librement leur choix. Il n'y a donc pas de choix forcé et erroné.

La recherche de l'optimum social devrait guider toute action politique. En effet, c'est l'état économique de bien-être général le plus élevé possible, qui une fois atteint, il n'est possible d'améliorer la situation d'un individu sans nuire à au moins celle d'un autre. Cet optimum ne devrait pas être qualifié de social, mais d'économique, car les solutions en coin, où l'une des parties à tout et l'autre n'a rien, sont aussi définies comme relevant de l'optimum social.

La redéfinition de l'optimum social pourrait se faire par une pondération des allocations. De façon intuitive, il représenterait une portion de la courbe des possibilités d'utilités¹, axée sur la première bissectrice. L'optimum social de long terme devrait être obtenu, de façon progressive, en partant des centiles aux déciles, par rapport aux axes et en déplaçant vers le haut, la frontière des utilités possibles, sur la base d'une croissance économique plus inclusive².

La démocratie est présentée généralement comme un jeu. Mais, en réalité, elle semble être, dans son fonctionnement, l'expression d'une rivalité destructrice ou plutôt, une guérilla. La conquête et l'exercice du pouvoir, relevant de la quête de l'approbation du peuple, conduit à des manipulations, à des intrigues, à des mensonges et à des actes violents. De sorte que le rôle d'éveilleur de conscience, de garant de l'intérêt général et de bâtisseur, semble dévoyé.

1- La courbe des possibilités d'utilités étant l'image de la courbe de contrats qui relie les points de tangence des courbes d'indifférence.

2- Voir illustrations graphiques en Annexe.

Pour tenter de trouver un élément de réponse crédible aux problèmes de gouvernance actuels, nous énonçons une proposition sur l'unité des parties que nous essayons de démontrer.

2- ENONCÉE ET DÉMONSTRATION DE LA PROPOSITION SUR L'UNITÉ

La proposition sur l'unité (par le vote) s'énonce comme suit :

Au bout d'un processus de choix par vote à la majorité absolue, se déroulant dans un contexte globalement bipartisan, il existe un unique choix à même d'assurer l'optimum social : celui de l'électeur médian portant sur l'unité des parties.

Démonstration de la proposition (preuve) :

Soient A et B deux parties antagonistes en présence, M l'électeur médian et Ω l'ensemble des votants, en nombre n, où M est un individu ou un groupe d'individus.

Etablissons un lien mathématique entre les parties, leur ensemble et les voix des individus qui induisent la possibilité d'exercer un mandat électif, en leur nom.

- Comme la non-existence d'une partie implique la non-obtention de voix ;
- et comme les voix sont dénombrables sous la forme d'entiers naturels en constante hausse, jusqu'à épuisement, pour chacune des parties, qui sont des sous-ensembles n'ayant pas d'électeur en commun ;
- alors, il existe une cardinalité sur l'ensemble des parties, telle que :

- $card(\emptyset) = 0$
- $Card(\sum_{i=1}^3 P_i) = \sum_{i=1}^3 Card(P_i)$
- Si $P_i > P_j$, alors $Card(P_i) > Card(P_j)$
- $Card(\Omega) = n$

Où \emptyset est l'ensemble vide et la partie i, pouvant être A, B, mais aussi M ou une coalition entre A et M ou encore entre B et M.

L'électeur médian étant celui qui détermine la majorité absolue par son choix, la coalition majoritaire (CM) est formée par la partie avec laquelle il s'allie. La partie minoritaire (PM) est constituée du complément de CM à Ω . Par définition, nous avons donc :

- $Card(CM) + Card(PM) = n$ (a)
- $card(CM) - card(PM) \geq 1$ si n est impair (b)
- $card(CM) - card(PM) \geq 2$, si n est pair³ (c)

Cas où n est impair

De l'équation (a), on déduit $Card(PM) = n - Card(CM)$

En substituant $Card(PM)$ de l'inéquation (b) par son expression ci-dessus, nous obtenons :

$$Card(CM) - n + Card(CM) \geq 1$$

Soit $2Card(CM) - n \geq 1$

$$D'où $Card(CM) \geq \frac{n+1}{2}$$$

Idem, nous déterminons $Card(PM)$ comme fonction de n .

$$Soit $Card(PM) \leq \frac{n-1}{2}$$$

Cas où n est pair

La même méthode appliquée pour le cas où n est pair prévaut, mais en utilisant, cette fois, l'équation (a) et l'inéquation (c). Ce qui aboutit à :

$$Card(CM) \geq \frac{n}{2} + 1$$

et $Card(PM) \leq \frac{n}{2} - 1$

De façon littérale, le nombre de voix nécessaire à la coalition majoritaire pour remporter l'élection est supérieur ou égal à la moitié du nombre de votants majoré de un, si le nombre de votants est impair et à la moitié du nombre de votants majorée de un, s'il est pair.

Aussi, le nombre de voix de la partie minoritaire est-il inférieur ou égal à la moitié du nombre de votants minoré de un, si le nombre de votants est impair et à la moitié du nombre de votants minorée de un, s'il est pair.

Nous déduisons de l'avant dernier paragraphe **la règle de la majorité absolue** comme suit :

Le nombre de voix nécessaire pour obtenir la majorité absolue est supérieur ou égal à la moitié du nombre de votants majoré de un, si le nombre de votants est impair et à la moitié du nombre de votants majorée de un, s'il est pair.

Considérons, à présent, une fonction d'utilité collective, quasi concave, dont les variables sont les effets des actions des parties. Soit :

$$U(.) = U(A, c, d)$$

Où c et d sont respectivement les effets des actions de la coalition majoritaire et de la partie minoritaire sur le bien-être social ; A est une grandeur constante, un bien composite.

Nous considérons qu'il n'y a pas de contrainte à l'effet de l'action politique sur l'utilité. Elle est subie ou accueillie favorablement, avec effet bénéfique ou négatif.

Les actions de la coalition majoritaire et de la partie minoritaire conduisent à l'optimum social, si et seulement si :

i) Les parties œuvrent à l'amélioration du bien-être collectif :

$$\frac{\partial U(c,d)}{\partial c} > 0 \quad (2)$$

$$\frac{\partial U(c,d)}{\partial d} > 0 \quad (3)$$

ii) L'attente ou le potentiel initial de satisfaction vis-à-vis des parties est infini :

$$\lim_{c \rightarrow 0} U(c, d) = +\infty \quad (4)$$

$$\lim_{d \rightarrow 0} U(c, d) = +\infty \quad (5)$$

iii) La satisfaction supplémentaire tirée de l'action des parties baisse au fur et à mesure (utilité marginale décroissante) :

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial c^2} \leq 0 \quad (6)$$

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial d^2} \leq 0 \quad (7)$$

iv) Il existe un maximum strict de bien-être pouvant être atteint (la matrice Hessienne est définie négative, correspondant à la vérification de la condition de second ordre) :

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial c^2} \cdot \frac{\partial U(c,d)}{\partial d^2} - \frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial c \partial d} \cdot \frac{\partial U(c,d)}{\partial d \partial c} < 0 \quad (8)$$

Vérifions si ces conditions d'optimalité sont satisfaites en situation de rivalité des parties dans la conquête et l'exercice du pouvoir.

Postulat 1

La coalition majoritaire est considérée, une fois au pouvoir, comme bienveillante et œuvrant pour l'intérêt général.

De façon formelle, cela se traduit par le fait que l'utilité collective croît avec l'action de la coalition majoritaire. En d'autres termes, la dérivée de l'utilité collective par rapport à c est positive. Soit :

$$\frac{\partial U(c,d)}{\partial c} > 0 \quad (2 \text{ bis})$$

Une fois la coalition majoritaire accède au pouvoir, le comportement de la partie minoritaire consiste à nuire à la coalition, tout en se définissant comme une alternative, de sorte à remporter les prochaines élections. Ce faisant, elle entrave, de façon nette, une action visant à améliorer le bien-être collectif. D'où le postulat qui suit.

Postulat 2

En situation de rivalité, la partie minoritaire nuit³, en net, à l'intérêt général en sapant l'action de la coalition majoritaire qui l'incarne.

3- La nuisance est relative aux obstructions, discrédits et autres entraves à une mise en œuvre diligente et efficaces du Programme de la coalition majoritaire et au fonctionnement normal des institutions et de la société en général.

De façon formelle, cela implique :

$$\frac{\partial U(c,d)}{\partial d} < 0 \quad (9)$$

Qu'en est-il du potentiel de satisfaction placé en les parties ?

L'attente, en terme de bien-être, en la coalition majoritaire qui accède au pouvoir est infinie :

$$\lim_{c \rightarrow 0} U(c, d) = +\infty \quad (4 \text{ bis})$$

La partie minoritaire n'ayant pu accéder au pouvoir, l'espoir placé en elle, dont le potentiel était infini, tombe à zéro, pour la mandature qui commence.

$$\lim_{d \rightarrow 0} U(c, d) = 0 \quad (10)$$

La satisfaction supplémentaire tirée de l'action de la coalition décroît au fur et à mesure, du fait du déjà-vu et des écueils (utilité marginale décroissante) :

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial c^2} \leq 0 \quad (6 \text{ bis})$$

Postulat 3

La nuisance de la partie minoritaire contre la coalition majoritaire, relativement à son avidité pour le pouvoir; augmente inlassablement jusqu'à ce qu'elle accède au pouvoir ; nuisant ainsi de façon croissante à l'intérêt général.

La désutilité marginale relative à l'action de la partie minoritaire est donc croissante. Soit :

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial d^2} \geq 0 \quad (11)$$

Par ailleurs, l'action de la partie minoritaire obère l'attente en matière de bien-être collective vis-à-vis de la coalition majoritaire. L'utilité marginale décroît donc avec le niveau de nuisance engendré par cette partie. Soit :

$$\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial d \partial c} \leq 0 \quad (12)$$

Existe-t-il un maximum strict de bien-être pouvant être atteint ?

Au regard des termes de l'inéquation (8) et les signes des inégalités (6 bis), (11) et 12, le signe de

cette inéquation dépend du signe du terme $\frac{\partial^2 U(c,d)}{\partial c \partial d}$, a priori, indéterminé. S'il est négatif, l'inéquation (8) est alors vérifiée, autrement, non. Il y a une indétermination.

Nous constatons, en fin de compte, que les inéquations (09), (10), (11) et (12) ne concordent pas avec les conditions d'optimalité (3), (5), (7) et (8). Une seule non-concordance suffit à montrer que le système de gouvernance partisan ne peut conduire à l'optimum social.

En conclusion, l'unique option de gouvernance, à même de conduire à l'optimum social, est celle relative aux choix de l'électeur médian avisé pour l'unité des parties. Dans la mesure où, dans ce

cas - unité des parties - les conditions d'optimalité correspondent à celles de l'optimum.

En somme, l'unité des parties est préférable à toute autre option partisane et de division, en vue d'une gouvernance à même de conduire à l'optimum social.

L'unité des parties peut se construire, soit sur la base d'une coalition relativement stable, soit sur la base d'un nouveau cadre d'union après des constats d'échecs ou d'inefficacité collective.

L'électeur médian avisé ou le rassembleur éclairé, définit un ordre consensuel qui fait évoluer les choix individuels partisans vers les meilleurs choix pour la communauté.

Corollaire (généralisation) :

Le système de gouvernance à même d'assurer l'optimum social est la gouvernance basée sur l'unité des parties.

L'unité des parties qui porte sur une gouvernance inclusive et participative peut conduire, dans la pratique, à un optimum de second rang. C'est le cas où l'unité serait obtenue sur la base d'un compromis politique « non rationnel » et où des décisions non basées sur la recherche de l'intérêt général seraient prises.

3- IMPLICATIONS ET DÉVELOPPEMENTS POSSIBLES

La proposition sur l'unité a permis de montrer les limites de la démocratie occidentale telle qu'elle opère et de démontrer son inefficacité, en matière de recherche de l'optimum social.

Le vote semble être un moyen de contenir ou de sublimer les pulsions révolutionnaires ou anarchiques, mais aussi, un moyen de promouvoir une dictature non éclairée de la majorité, en présence d'un électeur médian intéressé ou non avisé.

Le système de gouvernance occidental, basé sur l'alternance des parties, où l'une essaie de défaire les réalisations perçues comme injustes et inacceptables de l'autre, semble inefficace, source d'inégalité et d'asservissement des peuples.

Un système intéressé, plus haut, détenteur du capital, semble d'une part, se jouer des politiques qui se retrouvent dans la précarité et d'autre part, maintenir les pauvres, qui doivent produire le surplus et la réserve, sous le joug. Mais, il est aussi évident qu'une distribution égalitaire du capital ne permettrait aucune grande réalisation et tirerait tout le corps social vers le bas.

Ce que nous proposons est une approche de gouvernance unique, inclusive et participative pour une démocratie achevée, dont les résultats pourraient être comparables à ceux du dictateur d'Arrow. Les décisions importantes de gouvernance seraient prises sur la base d'avis d'experts non partisans dont les travaux sont réputés incontestables. Mais, cela ne serait suffisant, si le leader ne luttait efficacement contre une éducation insidieusement corrompue ou inadaptée.

Il s'agit, sans idéologies, de mieux encadrer les comportements individuels qui influencent le bien-être collectif et de faire en sorte que l'Etat souverain, dans le cadre d'un multilatéralisme coopératif, œuvre pour l'équité, dans un monde interconnecté.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'adopter des mécanismes de financement transparent relevant du contribuable ou de contributions individuelles plafonnées, avec l'interdiction pour les parties de percevoir directement des fonds émanant d'entreprises et associations privées et publiques.

C'est ainsi que des Etats non capturés, avec des leaders non corrompus et portés essentiellement sur la recherche de l'intérêt général, dans l'unité des parties, pourront œuvrer pour l'atteinte de l'optimum social, dans l'équité, en se basant sur l'excellence, les fragilités et l'espérance.

L'unité peut se construire sur la base de grands principes sociaux inscrits dans la Constitution et également par l'usage du Référendum pour lequel les deux tiers des voix seraient requis. Il s'agit d'apporter des éléments de réponses concrets à des impasses politiques observées, notamment ces cinq (5) dernières années dans le monde.

Les blocages, les situations d'instabilités et les impasses politiques récurrents et de longues durées, observés ces dernières années, dans certains pays comme la Belgique, l'Italie, l'Espagne, Israël, semblent être des cas d'école, de ce à quoi la démocratie occidentale non achevée peut conduire, en terme de gouvernance inefficace et inefficient.

Des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, le Chili, la Bolivie sont aussi confrontés à d'importantes difficultés de gouvernance. Il en est de même de certains pays en Afrique où des violences, des troubles et des crispations politiques sont notamment observées.

Dans ces différents cas, la décision de l'électeur médian, exigeant l'unité des parties, pourrait conduire à la stabilité politique et à une gouvernance optimale à terme.

Le cas particulier d'Israël qui a connu une impasse politique entre 2018 et 2020, avec une triple dissolution du Parlement, suite à la distension entre alliés traditionnels, en particulier entre le *Likoud* et *Israël Beytenou*, mérite une attention particulière. En effet, deux blocs⁴, l'un conduit par le *Likoud* et l'autre par l'*Alliance Bleu et Blanc*, se disputaient de façon infructueuse, la majorité absolue, sur trois (3) scrutins.

Il est donc absolument nécessaire de sortir de cette impasse de façon durable, en définissant une base consensuelle permettant l'unité des parties, en vue d'une gouvernance inclusive et stable. Un mécanisme de désignation du Chef, qui mettrait les parties d'accord, pourrait être défini.

Les critères suivants peuvent être considérés : (i) le leader ayant rassemblé le plus grand nombre de voix ; (ii) le second du leader ayant rassemblé le plus grand nombre de voix ; (iii) le leader ayant été élu par le Parlement ; (iv) l'électeur médian ; (v) le leader le plus ancien dans la responsabilité la plus haute ; (vi) le leader le plus âgé, débutant une gouvernance alternée de demi mandat ; (vii) le leader ayant été choisi par la méthode de *pile ou face*.

Ce que nous appelons *Théorie du vote majoritaire répété avec électeur médian avisé*, peut davantage se formaliser sur la base d'un jeu dynamique ou statique, à informations parfaite ou incomplète. Des analyses variées peuvent être développées, selon que l'électeur médian est neutre ou intéressé. Elle peut également être approfondie par une analyse statique ou dynamique de l'impact du comportement des parties sur une fonction explicite de bien-être collective.

CONCLUSION

Les divergences de visions et de la façon d'organiser au mieux la société pour le bien-être collectif, dans un contexte d'absence d'un leader éclairé et puissant, ne semblent pas conduire au progrès et au développement des sociétés, mais à leur stagnation ou à leur recul.

L'un des enseignements de la proposition sur l'unité est que la démocratie occidentale ne semble pas être le meilleur système de gouvernance, voire même un bon système de gouvernance, dans son fonctionnement actuel. Elle peut évoluer vers son achèvement dès lors que les parties seront en mesure de trouver un *modus vivendi* pour gouverner ensemble, par le biais de l'électeur médian, notamment dans les pays peu-développés ou en crise structurelle.

La conclusion qui peut être tirée de cette proposition est que, sur la base des capacités observables des individus, les meilleures s'accordent sur une gouvernance tout à fait inclusive, participative et

4- Le bloc conduit par le Likoud est dit de droite et celui mené par l'Alliance Bleu et Blanc, est dit de gauche.

stable. Les meilleurs, les plus brillants, en assurent, dans l'unité, le contrôle. Un changement décennal de leaders, dans la continuité, pourrait être envisagé. Le résultat de l'expression populaire par le vote ne serait alors que la confirmation du choix aiguillonné en amont par l'élite avisée et non corrompue.

Toutefois, la démocratie n'est pas une panacée. Il n'est pas sûr que des pays comme le Katar, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, la Chine, le Maroc, etc. envient ou veuillent s'approprier le système de gouvernance des pays dits démocratiques.

En outre, certaines questions nécessitent des éléments de réponses approfondis. La démocratie ne constitue-t-elle pas l'ultime étape de modes de gouvernance en lien étroit avec le stade de développement et la formation d'une conscience citoyenne au plan national ? Comment garantir le libre choix, avec un monde où les individus sont connectés et les pays sont interconnectés ? Ceux qui contrôlent les systèmes d'information et les *réseaux sociaux* sont-ils en train de devenir les nouveaux maîtres du jeu, en lieu et place de l'oligarchie financière ?

Aussi, le mondialisme semble-t-il être une chimère, un leurre, plein de pièges et d'incertitudes. Il semble se définir dans un cadre asymétrique, inique, basé sur les rapports de force. Le constat est que certains pays, notamment en Afrique, semblent pillés⁵.

Par ailleurs, si le mondialisme ne semble avoir de sens politique et social, le multilatéralisme devrait avoir un sens particulier, en se définissant comme une régulation, visant à compléter les actions des Etats-nations, dans un cadre d'échanges entre les pays. Il devrait non pas être basé sur l'égalité, car les Etats n'ont pas les mêmes allocations et capacités, mais sur l'équité, pour un monde plus juste et plus sûr.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arrow, J. Kenneth. The general possibility theorem for social welfare functions, in *Social choice and individual values*. New-York: John Wiley & Sons, 1951, Pages 46-60.
- Azam Jean-Paul, Jean-Claude Berthélemy et Stéphane Calipel, Risque politique et croissance en Afrique *Revue économique*, Vol. 47, N°3, Développements récents de l'analyse économique : XLIV^e congrès annuel de l'Association française de science économique 1995 (Mai, 1996), pp. 819-829 (11 pages), Presse Universitaire de Sciences Po.
- Foa, S. Roberto and Mounk, Yascha. The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect. *Journal of Democracy*, July 2016, Vol 27.3, Pages 1-17.

5- Ce sont, selon l'historien Pétré-Grenouilleau, 28 millions d'esclaves qui ont été déportés d'Afrique. La fuite des cerveaux, évaluée à 7 millions d'africains en 2013 et projetée à 34 millions en 2050 par le FMI, est aussi une spoliation nette et une entrave au développement. Plus qu'une fuite, il pourrait s'agir, en réalité, d'une capture organisée de cerveaux. Cela semble, en partie, théorisé, avec la notion « *immigration choisie* ».

La part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 8% en 1948 à environ 3% en 2018, selon les statistiques de l'OMC ; tandis que la part du secteur manufacturier dans le PIB en Afrique subsaharienne est passée de 17% en 1981 à 10% en 2018, selon les statistiques de la Banque mondiale.

ANNEXE : ILLUSTRATION GRAPHIQUE DE LA MODIFICATION ET DU DÉPLACEMENT DES COURBES DES UTILITÉS POSSIBLES

La courbe en gras correspond à l'optimum social de long terme.

